

Pour une autre répartition des richesses, pour refuser l'austérité,



**Appel à la grève et à manifester
Mardi 13 Décembre
à Bayonne, Pau et Orthez**



Il est inacceptable que l'immense majorité des salariés, retraités et privés d'emploi, soient traités aujourd'hui de tricheurs et de voleurs par le gouvernement et le patronat. **Le MEDEF et le gouvernement sont les seuls responsables de la dette publique**, qui n'est pas due de à un excès de dépenses mais à un manque de recettes, du entre autres aux énormes cadeaux fiscaux et sociaux accordés aux patronat et actionnaires.

Les organisations syndicales **CFDT, CGT, FSU et UNSA** réunies au niveau national le 18 novembre, ont rédigé un communiqué commun dans lequel elles dénoncent les plans d'austérité injustes, dangereux pour l'activité et l'emploi, inefficaces pour réduire la dette.

« La France et l'Europe sont confrontées à une crise économique et sociale profonde. Des millions de travailleurs, en France et en Europe, voient leur emploi détruit ou menacé et le niveau de leur protection sociale mis en cause. Dans ce contexte, après un premier plan de rigueur annoncé en août, le gouvernement vient de décider d'une nouvelle série de mesures d'austérité, en l'absence totale de discussion avec les organisations syndicales.

Ces mesures inéquitables et injustes :

- Font porter principalement les efforts sur les salariés et impactent leur pouvoir d'achat ;
- Font l'impasse sur le besoin de relance et de soutien à l'activité et à l'emploi et dégradent la qualité des services publics.

Après la taxe sur les complémentaires santé, la poursuite des déremboursements, le gouvernement décide d'augmenter d'un jour la carence en cas d'arrêt maladie. Il s'en prend aux salariés malades, tous assimilés à des fraudeurs.

Dans le même temps, les efforts demandés aux plus aisés restent symboliques et des niches fiscales inefficaces et injustes sont laissées en l'état. Ces mesures sont économiquement inefficaces pour réduire l'endettement : elles réduisent l'activité au risque d'une spirale infernale qui mène à la récession. »

La CGT et la FSU exigent du gouvernement et du patronat des mesures justes et équitables afin de lutter contre la spéculation, relancer la croissance économique, soutenir l'emploi et le pouvoir d'achat, assurer des services publics de qualité. Elles demandent en particulier au gouvernement de :

- Mettre fin à la défiscalisation des heures supplémentaires, défavorable à l'emploi, inégalitaire et coûteuse (4 milliards d'euros) ;
- Faire contribuer les hauts revenus par la création d'une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu et supprimer les niches fiscales inefficaces ;
- Conditionner les aides aux entreprises à leur politique sociale ;
- Renoncer au doublement de la taxe sur les complémentaires santé ;
- Abandonner l'instauration du jour de carence supplémentaire et le plafond des indemnités journalières.

La CGT et la FSU appellent tous les salariés à agir pour se faire entendre des décideurs (gouvernement, élus, responsables d'entreprise) dans la période du 1er au 15 décembre 2011. Dans la continuité du 11 octobre qui a réuni 300 000 manifestants partout sur le territoire :

La CGT et la FSU départementales appellent à des arrêts de travail et à manifester le Mardi 13 décembre à 11 H 00 :

- **A Bayonne, Place St Ursule**
- **A Pau, Place de Verdun**
- **À Orthez, Place de la Mairie**

A l'issue de la manifestation, des rassemblements sont prévus devant la Préfecture de Pau et la sous-préfecture de Bayonne pour interpeller les représentants de l'Etat.

